

Secretariat Général

Réf.: AZ/AV/CR/JLF/MR

Nomenclature: 6.1.3

Affiché la : mis en ligne le 16 novembre 2013 Notifié le :

Notifié le : Exécutoire le

ARRETE TEMPORAIRE

DE **PORTANT PROLONGATION** L'ARRETE **MUNICIPAL** N° ARI 2023_518 \mathbf{DU} 20 **OCTOBRE** 2023 PORTANT REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA **CIRCULATION** SUR RUE **ALPHONSE DAUDET** LA L'ENTREPRISE EVEREST ISOLATION EN VUE DE TRAVAUX DE REFECTION D'UNE FACADE A L'AIDE D'UN ECHAFAUDAGE. **DU 21 NOVEMBRE AU 6 DECEMBRE 2023**

Le Maire de la commune de BOLLENE (Vaucluse),

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu l'Instruction interministérielle relative à la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par l'arrêté du 13 juin 2022,

Vu le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2014 relative à l'adoption du règlement de voirie,

Vu l'arrêté municipal n° ARI_2020_217 du 12 août 2020, portant délégation de fonction à monsieur André VIGLI, Adjoint au Maire,



Vu l'arrêté municipal n° ARI_2023_518 du 20 octobre 2023 portant réglementation du stationnement et de la circulation sur la rue Alphonse Daudet pour l'entreprise EVEREST ISOLATION en vue de travaux de réfection d'une façade à l'aide d'un échafaudage du 21 novembre au 6 décembre 2023,

Vu la demande de prolongation reçue le 13 novembre 2023 par laquelle l'entreprise EVEREST ISOLATION (demeurant chemin de Courtebotte – 84100 ORANGE) sollicite la réglementation de voirie nécessaire à la réalisation des travaux mentionnés ci-dessus,

Vu la déclaration préalable de travaux n° DP8401923G0165 du 21 août 2023,

Vu la situation des lieux,

Considérant que des travaux de réfection d'une façade à l'aide d'un échafaudage au 959, rue Alphonse Daudet nécessitent que l'entreprise EVEREST ISOLATION prenne les mesures indispensables dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRÊTE

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

ARTICLE 1 – L'arrêté municipal n° ARI_2023_518 du 20 octobre 2023 est prolongé.

ARTICLE 2 – Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la voie communale : rue Alphonse Daudet dans les conditions définies ci-après,

Cette réglementation sera applicable du 21 novembre au 6 décembre 2023.

ARTICLE 3 — La zone où s'effectueront les travaux ne pourra pas être barrée à la circulation qui, avec le stationnement, seront réglementés de la façon suivante :

Prescriptions générales :

Les travaux susvisés nécessitent de monter un échafaudage.

Echafaudage:

Un échafaudage sera mis en place sur toute la longueur de la façade au droit du 959, rue Alphonse Daudet.



Ville de Bollène

L'entreprise doit garantir la stabilité de l'échafaudage et l'emploi d'un matériel normalisé.

Le montage et le démontage seront réalisés par une personne qualifiée dans le respect des règles d'utilisation.

L'entreprise installera obligatoirement un dispositif de protection contre les chutes de toute nature.

Zone de chantier :

- Pour limiter les risques d'accident et d'intrusion, le périmètre du chantier sera délimité par des barrières de chantier, visible de jour comme de nuit.

L'entreprise sécurisera le cheminement des piétons.

Prescriptions de signalisation :

Travaux sur trottoir nécessitant de mettre en place une déviation du cheminement piétons selon le manuel de chantier : fiche n° 3-04.

- L'entreprise mettra en place une signalisation d'approche de chantier adaptée par un panneau de type AK5 (travailleur).

Observations:

- L'arrêté devra impérativement et d'une façon lisible être affiché au droit du chantier.
 - L'accès aux propriétés riveraines sera conservé.
- L'entreprise protégera le sol du matériel (notamment à la pose et dépose de l'échafaudage), des matériaux entreposés et des projections.
- A la fin des travaux, la zone de chantier devra être rendue propre et débarrassée de tout encombrant quel qu'il soit.

Entretien de la voirie :

L'entreprise assurera en permanence la propreté de la chaussée dans la zone du chantier et ses abords.

Signalisation:

L'implantation de la signalisation sera réalisée sur la base des indications de l'entreprise (Cerfa n° 14024*01) et du manuel de chantier.



Les matériels de signalisation temporaire seront tous de classe T2 conformément à la réglementation en vigueur.

Les panneaux seront solidement fixés sur un support stable qui pourra être lesté.

L'entreprise balisera de jour comme de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux.

La signalisation devra être maintenue pendant les travaux et adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise dès qu'elle n'en aura plus l'utilité. Au cas où certains panneaux de signalisation permanente devraient être masqués pour éviter toute confusion avec la signalisation temporaire, les matériaux utilisés pour le masquage seraient mis en place de manière à ne pas détériorer les panneaux existants.

ARTICLE 4 – Le balisage et la protection du chantier seront correctement réalisés et entièrement à la charge du pétitionnaire.

Un balisage de protection sera également mis en place, si nécessaire, afin d'assurer la sécurité des piétons et des automobilistes. Le chantier sera conduit le plus rapidement possible.

Les véhicules servant au chantier ne pourront en aucun cas empêcher la circulation sur la chaussée.

ARTICLE 5 – Le pétitionnaire est chargé du règlement de la circulation au droit de son chantier, conformément à la réglementation en vigueur. Il demeurera responsable des accidents qui pourraient résulter de l'encombrement ou de l'état de la chaussée.

ARTICLE 6 – Pour tous travaux risquant de perturber même momentanément la circulation sur la chaussée (réduction de largeur notamment), le pétitionnaire devra préalablement et obligatoirement prévenir les Services de Secours. La responsabilité du pétitionnaire sera engagée en cas d'incident provoqué par le non-respect de cet article.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté doit être affiché sur le lieu d'application

ARTICLE 8 – L'autorisation est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des dispositions susmentionnées, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le pétitionnaire devrait alors, sur notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 9 — Cet arrêté devra être présenté à toute réquisition des services de police.



Ville de Bollène

ARTICLE 10 – Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 – dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet **www.telerecours.fr**.

<u>ARTICLE 12</u> — Madame la Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Chef de Service de la Police Municipale et le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bollène, le 1 6 NOV 2023

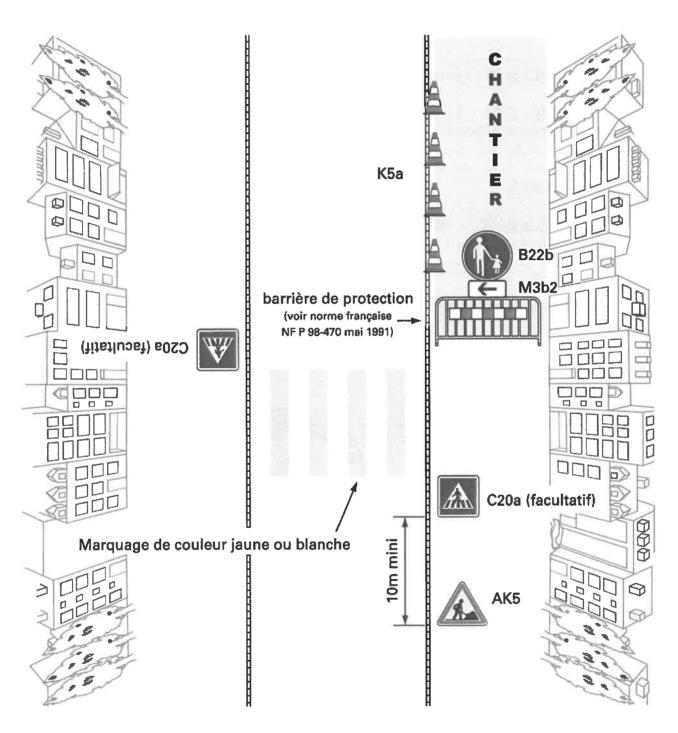
André VIGLI

Premier Adjoint au Maire

Travaux sur trottoir



Déviation du cheminement piétons



Remarques:

- 1. Un passage piétons provisoire doit être implanté si le trafic de la voie est important et si le plus proche passage existant est inutilisable ou éloigné de plus de 50 m. Le marquage de couleur jaune ou blanche doit pouvoir être effacé. L'ensemble des dispositifs destiné aux piétons doit être reproduit à l'autre extrémité du chantier, si nécessaire.
- 2. En cas de présence de fouilles profondes, construire une palissade conforme à l'autorisation de voirie. Dans ce cas, on ne pose pas de K5a.
- 3. Maintenir les accès riverains. Les accès riverains peuvent être assurés par des cheminements en impasse situés le long des immeubles et raccordés au passage pour piétons le plus proche. Le balisage du chantier le long du cheminement vers l'accès riverain est assuré par la pose de barrières de protection ou d'une palissade conforme à l'autorisation de voirie.

